

périphérie. La communauté internationale doit reconnaître la Russie et les autres pays de l'ancienne Union soviétique et continuer de leur prêter son assistance pour éviter une recrudescence du mécontentement qui pourrait finir par mener à un conflit.

Il est impossible de parler de sécurité coopérative aujourd'hui sans faire état de l'ancienne Yougoslavie. La situation qui y existe, particulièrement en Bosnie-Herzégovine, a montré à quel point il est difficile pour la communauté internationale de trouver une solution politique et diplomatique globale à un conflit tragique marqué au coin de la haine.

Il y a près de deux ans, soit en septembre 1991, le Canada a préconisé une intervention des Nations Unies dans la région. À ce moment-là, il était encore possible d'appliquer une politique d'endiguement. Mais il a fallu attendre de nombreux mois avant qu'un consensus intervienne, période pendant laquelle s'est produite une escalade de la violence et des atrocités. Le premier bataillon envoyé à Sarajevo pour appuyer la mission humanitaire des Nations Unies était formé de Canadiens. Aujourd'hui, il y a plus de 22 000 soldats qui maintiennent la paix en Croatie et en Bosnie, dont 2 100 Canadiens.

Dernièrement, les forces armées canadiennes ont de nouveau été plongées au coeur de l'ouragan à Srebrenica, qui était il y a à peine quelques semaines, une ville peu connue de la Bosnie. Un groupe de quelque 150 soldats a escorté des missions d'aide humanitaire, aidé à évacuer les blessés et supervisé une zone de sécurité proclamée par les Nations Unies. D'autres troupes se sont jointes à ces soldats depuis, mais ils sont toujours sur les lieux, et la paix est maintenue dans cette zone. Par conséquent, des vies sont épargnées et l'aide se rend.

On peut dire la même chose de Visoko et de Kiseljak en Bosnie, du secteur ouest de la Croatie, où il y a d'autres Canadiens, et de nombre d'autres villes et villages où des forces de maintien de la paix de divers pays — France, Angleterre, Espagne, Égypte, Argentine, etc. — prêtent leur concours pour sauver des vies et prévenir des atrocités.

Les risques courus à ces endroits sont encore énormes, et nous devons tenir compte de la sécurité des troupes des Nations Unies, des travailleurs des organismes humanitaires et de la population locale qu'ils cherchent à protéger lorsque nous envisageons d'autres mesures.

J'étais en Croatie et en Bosnie il y a dix jours, et j'ai pu regarder, dans les yeux, des femmes et des enfants de camps de réfugiés qui ont vécu des atrocités indescriptibles. Cette expérience a intensifié ma frustration devant les «idées reçues» au sujet de ce conflit. Premièrement, que cela importe peu, parce que les tueries se poursuivent depuis des siècles dans les Balkans et, deuxièmement, qu'il s'agit d'un problème d'une telle complexité qu'il est impossible de le résoudre.